

## Algérie : un réseau d'acteurs au profit de l'enfance et de la jeunesse

*Plus de 60% de la population algérienne est âgée de moins de 30 ans. Ces générations nouvelles sont une richesse mais elles sont menacées par la vulnérabilité, la marginalisation et l'exclusion.*

*Symptôme de ce malaise, le suicide des adolescents qui prend de l'ampleur en Algérie.*

*Répondre aux aspirations des jeunes et mieux prendre en compte les besoins des plus fragiles représente donc un enjeu majeur.*

*De nombreuses associations algériennes développent des actions au service de la jeunesse et de l'enfance et un consensus s'est instauré entre elles et les institutions publiques algériennes pour s'attaquer à ces menaces.*

*La Coopération Française qui soutient cet effort a favorisé la mise en place d'un Programme Concerté Pluri-acteurs (PCPA) Elaboré entre les Ministère des Affaires étrangères et les ONG françaises, Il vise à soutenir, en collaboration avec les Pouvoirs Publics Algériens, l'action concertée entre les associations des deux pays travaillant à un même objectif : améliorer la situation des enfants et des jeunes algériens.*

*80 Associations, françaises et algériennes y participent. Parmi elles, Santé Sud dont la Directrice des Programmes, Nicole Hanssen, est membre du Comité de Pilotage.*

*A l'occasion d'une réunion à Marseille, nous avons rencontré plusieurs représentantes des associations algériennes. Leur donner la parole est le moyen de mieux comprendre les difficultés de la jeunesse et les enjeux du travail entrepris.*

Quatre femmes, passionnées, impliquées, combatives : Soraya Akkouche, coordinatrice du PCPA ; Atika El Mamri, Présidente de la Fédération Algérienne des Handicapés Moteur ; Rosa Mansouri, journaliste au Journal Le Soir et Secrétaire Générale de la Fondation Mahfoud Boucebci ; Fatiha Hamadache, représentante de SOS Culture Bab el Oued. Leur témoignage atteste d'une enfance et d'une jeunesse en souffrance mais aussi d'une société civile algérienne pleine de vitalité où les femmes jouent un rôle actif.



de g. à dr. : Atika El Mamri, Soraya Akkouche, Fatiha Hamadache, Rosa Mansouri

Photo : Anne Charmasson

### Un contexte difficile

#### La souffrance des enfants

« Les enfants sont les premières victimes du terrorisme en Algérie » souligne Rosa Mansouri. La Fondation Mahfoud Boucebci est née en 1993, après l'assassinat de ce psychiatre militant, « qui s'intéressait aux franges les plus vulnérables de la société et a focalisé son travail sur l'écoute des jeunes. Son idée était que la violence produit la violence et qu'il fallait promouvoir l'échange, la culture pour empêcher la violence de se reproduire. Nous voulions faire vivre ce qu'il avait entrepris ».

L'association qui compte une centaine d'adhérents - professionnels du secteur médico-socio-psychologique mais aussi journalistes et parents - prend en charge les enfants victimes de violence et les personnes en difficulté.

« Au départ, il s'agissait surtout de venir en aide aux enfants victimes du terrorisme mais peu à peu nous avons élargi aux jeunes jusqu'à 20 ans et nous sommes aussi intéressés à d'autres formes de violence, aux enfants battus, notamment. »

Toutes s'accordent sur le diagnostic : la jeunesse algérienne est « perdue » et a besoin d'être encadrée.

#### Le malaise de la jeunesse

« L'avenir est bouché, les jeunes ont perdu leurs repères. Le chômage, l'immigration clandestine se développent. Il y a un phénomène de déscolarisation, le taux d'analphabétisme croît. Les maux ? le chômage, le manque d'encadrement, de centres de loisirs, sportifs, culturels. Livrés à eux-mêmes, les jeunes s'orientent vers la drogue, veulent à tout prix partir, signe de leur désespoir. Ils sont isolés, mais leur malaise est le même que celui de tous les jeunes au niveau mondial. La mondialisation les empêche d'avoir des rêves modestes.

C'est une jeunesse perdue qui est née dans la douleur. Il n'y a pas de stratégie pour la protection et l'éducation. Il y a des micro-projets mais ils ne sont pas suivis, il n'y a pas de vision globale et pas assez de professionnels.

On manque d'infrastructures culturelles, éducatives et les jeunes n'ont pas la parole. Il y a de gros problèmes à l'adolescence mais aussi au-delà : le mariage des jeunes se heurte à des problèmes d'emploi, de logement... ».

Mais il est possible d'agir. L'exemple de SOS Culture Bab el Oued le montre.

« Notre association a été créée, pendant les événements tragiques des années 90, pour venir en aide à une jeunesse vulnérable dans ce quartier « chaud » où existait un risque d'implosion » raconte Fatiha...

Nous organisons des concerts, des soirées, avec l'idée qu'il faut « casser la peur ». Nous avons affaire à des jeunes en situation très difficile, des délinquants qui avaient besoin d'écoute, c'est ce qui a fait notre force. Nous avons très peu de filles, les faire venir a été aussi un travail de longue haleine.

Après les inondations, on a pu mesurer l'impact de notre travail. Les jeunes se

sont montrés très solidaires. Il y a eu une ouverture, un élan de solidarité et de tolérance. C'est là qu'a commencé le vrai travail associatif.

Nous avons un projet de création de micro-entreprises, des cours de soutien scolaire, de musique, un atelier-théâtre, un cinéma-club. Les jeunes peuvent s'exprimer sans recourir à la violence. Ces débats informels favorisent la citoyenneté. Notre objectif est de les armer pour qu'ils ne soient pas manipulables.

Aujourd'hui, nous accueillons 200 enfants, 40 jeunes sont actifs et 300 fréquentent le centre et de nombreux parents s'impliquent ».

## L'efficacité du travail en réseau

Même consensus sur la vitalité du mouvement associatif :

« Le mouvement associatif est vivace : il y a 75 000 associations. Mais nous avons besoin de renforcer les associations. Le mouvement est naissant. Il date des années 90. Il y a beaucoup d'activisme, de gros besoins de formation, de mise en réseau.

Nous voulons contribuer à l'amélioration des politiques publiques, trouver une place dans les décisions politiques. Les relations entre associations et Pouvoirs Publics sont naissantes. Ce n'est encore qu'un frémissement. Mais aujourd'hui, il y a une ouverture des Pouvoirs Publics vers la Société Civile.

Deux exemples témoignent de l'efficacité, dans ce contexte, du travail en réseau.

### Faire reconnaître les droits des personnes handicapées

« La Fédération Algérienne des Handicapés Moteurs (FAHM) est née d'un constat : les personnes handicapées n'avaient pas accès à des soins de qualité, raconte Atika El Mamri.

Il fallait réagir et travailler avec tous les interlocuteurs. Le handicap est devenu l'affaire de la société.

La vision du handicap était liée à la guerre. Ceux qui avaient participé étaient des héros auxquels on devait une compensation. Peu à peu nous avons fait

admettre que les handicapés n'avaient pas seulement droit à une pension compensant leur handicap, mais à un travail.

Beaucoup de handicapés sont encore très marginalisés, mais il y a eu des avancées, grâce à la mobilisation des associations de personnes handicapées. Elles sont nombreuses mais ont parfois du mal à se situer. Notre objectif a été de les renforcer dans la défense et la promotion des droits des handicapés, de les aider à jouer un rôle militant et à devenir acteurs de projets.

### Les premiers effets du PCPA

Nous avons déjà pu apporter un appui concret à des projets intéressants, souligne Soraya Akkouche.

Nous disposons de deux types de fonds :

- Des fonds qui visent à renforcer les associations membres du programme qui ont déjà géré des projets : Nous avons par exemple soutenu un projet portant sur la promotion des Droits de l'Enfant.

- Des fonds d'appui à des initiatives locales : Nous avons ainsi apporté notre appui à une association constantinoise pour des actions d'initiation à l'informatique et à une association favorisant l'accès aux loisirs des personnes handicapées.

Le PCPA ouvre de réelles perspectives : la mise en réseau favorise l'émergence d'idées et de projets et la formation aux métiers liés à l'insertion des enfants en difficulté.

Santé Sud est présente en Algérie depuis 1991 où elle travaille à l'amélioration de la prise en charge des enfants handicapés mentaux et des enfants abandonnés.

Elle y a notamment mené de 2002 à 2005 un programme d'amélioration de la prise en charge des enfants handicapés, en partenariat avec les Associations de Parents d'Enfants Infirmités Moteurs Cérébraux (APIMC) de Sétif et Batna. Celui-ci portait sur la formation continue et pluridisciplinaire des personnes s'occupant des enfants accueillis dans les centres de jour (une vingtaine de personnes). 60 enfants et leurs familles en ont bénéficié.

Depuis 2004, Santé Sud est impliquée dans un projet de création à Alger d'un Institut Méditerranéen de la Petite Enfance - IMPE - qui veillera au respect des droits de l'enfant et favorisera les échanges de pratiques entre professionnels. Ce projet est important, car en Algérie, peu de structures sont consacrées à la petite Enfance. Il est le fruit d'une collaboration entre l'AAEFAB (Association Algérienne Enfants et Familles d'Accueil Bénévoles) et un consortium d'ONG françaises oeuvrant dans le domaine de l'éducation et de la santé. Santé Sud accompagne l'AAEFAB dans ce projet et l'a aidé à réactualiser son projet associatif.

La rencontre entre les Associations algériennes se fait autour de besoins réels et bien identifiés. Il y a une ouverture, les cloisons s'effacent, on mesure si note vision est juste, on évalue le besoin de formation.

Nous avons des activités communes et transversales, des outils de communication, un site Internet [www.pcpalgerie.org](http://www.pcpalgerie.org). Nous faisons un travail d'information et de valorisation du travail des associations.

